Etienne Bourel 04/03/2014

Doctorant au CREA (EA 3081)

Université Lyon 2

E bourel@yahoo.com

Proposition de communication pour l'atelier « Sciences, techniques, et politiques dans l'Afrique contemporaine » - 3^{ème} rencontres des études africaines en France

Un label panafricain pour l'exploitation forestière gabonaise?

Cette communication proposera l'analyse des enjeux relatifs la mise en place d'un label écocertificateur panafricain dans le secteur bois au Gabon. Dans le cadre d'enquêtes ethnographiques, j'ai cherché à comprendre les enjeux actuels de la gouvernance forestière à l'heure du développement durable en rencontrant plusieurs des acteurs y étant impliqués à Libreville et en participant à différents évènements et manifestations.

Depuis plusieurs années, le secteur forestier gabonais intègre les critères internationaux établis en termes de durabilité. Si différentes dispositions ont été adoptées par voie législative, des labels écocertificateurs privés proposent des référentiels de fonctionnement aux entreprises. Ces référentiels doivent faire l'objet d'une adaptation nationale pour pouvoir être applicables dans un pays. Ils prennent en compte le cadre législatif et le complètent afin que le certificat final soit une garantie d'exigence dans les pratiques des entreprises, tant sur les plans de la production forestière, que sur les plans sociaux et faunistiques. A côté du label leader en Afrique centrale, le FSC (Forest Stewardship Council), plusieurs acteurs (universitaires, membres du Ministère des Eaux et Forêts ou de bureaux d'étude) essayent de proposer un second label, le PAFC (Pan-African Forest Certification), faisant valoir ainsi un label élaboré par des Gabonais.

Il s'agira de retracer différentes étapes de l'élaboration de ce label. Si son référentiel est désormais validé par le Ministère des Eaux et Forêts, aucune entreprise ne l'a choisi pour le moment. En montrant les aléas de ce parcours, il sera possible de mettre en exergue un certain nombre de lignes de force traversant la foresterie gabonaise. Le développement durable multiplie les parties prenantes, complexifie les circuits de production et la possibilité de faire des bénéfices. Mais les acteurs les plus puissants d'hier ont été les mieux informés et, bien souvent, les seuls en mesure de répondre aux nouvelles attentes en termes financiers, organisationnels et logistiques.